



Non à la fermeture Île-de-France

Non au démantèlement du Cerema

Ce matin, 200 agents ont manifesté devant l'entrée du salon des maires de France :

Distribution de flyers - Interpellation des élus - Rencontre avec des journalistes ...

Contre la fermeture de la DTer Île-de-France, contre la fermeture de toute implantation territoriale, contre toute réduction d'effectif.

L'après-midi la secrétaire générale du Ministère a reçu l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, UNSA qui a organisé cette mobilisation. Les OS ont revendiqué qu'on n'impose pas au Cerema un traitement d'exception, que ce soit en termes de réduction d'effectifs ou de moyens financiers. Notamment les OS ont revendiqué que la subvention de l'État au Cerema connaisse la même augmentation que le budget du ministère (+3,9%).

Les OS rappellent que la plus grosse dette qui sera laissée aux générations futures, ce n'est pas une dette financière, mais une dette écologique. Il est urgent que notre établissement puisse avoir les moyens de soutenir la bifurcation écologique et énergétique.

La secrétaire générale a annoncé la suspension de la « décision » de la fermeture de la DTer IdF pour "calmer le jeu et reprendre les choses dans l'ordre".

4 scénarios demeurent comme hypothèse de travail : fermeture de la Dter IdF, fermeture de plusieurs laboratoires en province, restructuration/fusion des Directions Techniques, abandon de champs d'activité.

La réflexion devrait s'organiser autour du Contrat d'Objectifs et de Performance à l'aulne d'un éclaircissement sur l'accès des Collectivités Territoriales aux prestations du Cerema.

Pour la secrétaire générale, l'objectif est d'aboutir à une feuille de route avant l'été 2018.

Pas de remise en cause de la baisse d'effectifs, bien plus importante qu'au ministère,
Pas de remise en cause de la baisse de la subvention de l'Etat alors que le budget du Ministère augmentation de 3,9%.

La mobilisation de ce jour a déjà permis d'obtenir un sursis pour les agents de la Dter IdF.

Une mobilisation plus importante à l'échelle de l'établissement est nécessaire pour faire reculer le ministère qui craint des actions visibles comme celle d'aujourd'hui.

Le prochain conseil d'administration se tiendra le 1er décembre 2017. Ce sera un moment clé pour l'établissement avec le vote du budget 2018. L'intersyndicale lance donc un appel à la grève le 1er décembre 2017 pour montrer la détermination du personnel à défendre les missions, les emplois et les moyens.

